

NEERLEGGING-DÉPÔT - REGISTR. ENREGISTR.
04 -07- 2003 | 09 -09- 2003 | NR.
MP

67438 10/142.01

4

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DE METAUX

Convention collective de travail du 27 juin 2003

MODIFICATION ET COORDINATION DES STATUTS DU FONDS SOCIAL

En exécution de l'article 4 de l'accord national 2003-2004 du 15 mai 2003.

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises qui relèvent de la compétence de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux.

Par ouvriers, on entend les ouvriers et les ouvrières, sauf dispositions contraires.

Art. 2.

Les statuts du "Fonds social des entreprises de valorisation des métaux de récupération", fixés par la convention collective de travail du 4 décembre 1979, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux, instituant un fonds de sécurité d'existence des entreprises pour la récupération de métaux, rendue obligatoire par arrêté royal du 30 septembre 1980 (Moniteur belge 1^{er} novembre 1980).

Les statuts du Fonds social pour les entreprises de la récupération de métaux sont coordonnés et fixés comme suit.

Art. 3.

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1^{er} juillet 2003 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée à la poste au Président de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux, prenant cours le premier jour du trimestre civil qui suit la dénonciation.

Art. 4.

La convention collective de travail du 16 avril 2002 enregistrée le 15 juillet 2002 sous le numéro 63.365/CO/142.01 est abrogée.

STATUTS

CHAPITRE Ier. - Dénomination, siège, objet, durée.

Article 1^{er}.

Il est institué à partir du 1er janvier 1980 un Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social des entreprises pour la récupération de métaux", appelé ci-après le Fonds.

Art. 2.

Le siège social du Fonds est établi à 1000 Bruxelles, rue des Comédiens 16/22 bte 7. Il peut être transféré par convention collective de travail, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux, à tout autre endroit en Belgique.

Art. 3.

Le Fonds a pour objet d'organiser et d'assurer:

1. la perception et le recouvrement des cotisations à charge des employeurs visés à l'article 5;
2. l'octroi et le versement d'avantages sociaux complémentaires;
3. la formation syndicale des ouvriers;
4. le financement partiel du fonctionnement et de certaines initiatives de l'asbl Educam conformément aux règles fixées par le conseil d'administration;
5. le paiement d'une intervention dans les frais d'information patronale;
6. la remise d'attestations d'emploi;
7. la prise en charge des cotisations spéciales.

Art. 4.

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

CHAPITRE II. - Champ d'application.

Art. 5.

Les présents statuts s'appliquent:

- a) aux employeurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux;
- b) aux ouvriers qu'ils occupent.

Par ouvriers, on entend les ouvriers et les ouvrières.

CHAPITRE III. - Bénéficiaires et modalités d'octroi et de versement.

A, Indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire.

Art. 6.

Les ouvriers visés à l'article 5 ont droit, à charge du Fonds, pour chaque jour de chômage prévu aux articles 50 et 51 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (suspension pour intempéries et suspension pour des raisons économiques), à l'indemnité fixée à l'article 10 des présents statuts, avec un maximum de 150 jours par année civile, dans la mesure où ils remplissent les conditions suivantes:

- bénéficiaire des allocations de chômage en application de la réglementation sur l'assurance chômage;
- être au service de l'employeur au moment du chômage;
- avoir une ancienneté de 15 jours au moins dans l'entreprise.

Art. 7.

Les jeunes qui quittent l'école et qui n'ont pas encore droit aux allocations de chômage en application de la réglementation d'assurance chômage, toucheront pendant leur période d'attente une allocation complémentaire de € 5,00 en cas de chômage temporaire ou pour fermeture de l'entreprise pendant les vacances annuelles, pour raisons économiques, conformément aux articles 28, 1° et 51 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

B. Indemnité complémentaire en cas de chômage complet.

Art. 8.

Les ouvriers âgés d'au moins 57 ans visés à l'article 5, ont droit à charge du Fonds, pour chaque jour de chômage complet, et ce dès le premier jour de chômage, à l'allocation prévue à l'article 10, avec un maximum de 150 jours par année civile, dans la mesure où ils remplissent les conditions suivantes:

- bénéficiaire des allocations de chômage en application de la législation sur l'assurance-chômage;
- avoir été licenciés par un employeur visé à l'article 5;
- avoir une ancienneté de trois ans au moins dans les secteurs appartenant à la Commission paritaire pour les entreprises de valorisation de matières premières de récupération (CP 142).

C. Indemnité complémentaire pour les chômeurs âgés.

Art. 9.

Les ouvriers âgés d'au moins 56 ans visés à l'article 5 et qui ne sont pas soumis au régime de la prépension conventionnelle ont droit à charge du Fonds, pour chaque jour de chômage complet, et ce dès le premier jour de chômage, à l'indemnité fixée à l'article 10 des statuts (à raison de 5 indemnités par semaine) et ce jusqu'à la prise de la pension légale.

Art. 10.

A partir du 1^{er} juillet 2003, le montant de l'indemnité de chômage complémentaire est fixé à:

- € 5,00 par indemnité pour un travailleur à temps plein, sur base de la réglementation de chômage (semaine de 6 jours);
- € 2,50 par demi-indemnité pour un travailleur à mi-temps, sur base de la réglementation de chômage (semaine de 6 jours).

D. Indemnité complémentaire en cas de prépension après licenciement.

Art. 11.

§ 1. En application de et conformément à:

- la convention collective de travail du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil National du Travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975 (Moniteur belge du 31 janvier 1975);
- les conventions collectives de travail existantes relatives à la prépension conclues au sein de la Sous-Commission paritaire pour la récupération de métaux ;

le Fonds prend à sa charge la moitié de la différence entre le salaire net de référence et l'allocation de chômage.

Cette indemnité est calculée au moment de la mise à la prépension et demeure invariable, sous réserve d'être liée à l'évolution de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités applicables en matière d'allocations de chômage, conformément aux dispositions de la Loi du 2 août 1971.

En outre, le montant de cette indemnité est révisé chaque année au 1er janvier par le Conseil National du Travail en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires.

Les dispositions précitées s'appliquent pour autant que les ouvriers puissent justifier une ancienneté de 3 ans dans le secteur appartenant à la Commission paritaire 142.

§ 2. L'allocation journalière en cas de chômage complet prévue à l'article 10 des statuts est

prise en considération pour le calcul de l'indemnité complémentaire visée au § 1 du présent article.

- § 3. Le paiement de la cotisation capitative à l'Office national pour l'emploi, comme prévu par la loi du 29 décembre 1990 et à l'Office national des Pensions, comme prévu par la Loi-programme du 22 janvier 1989, est assuré par le Fonds.
- § 4. En exécution des articles 15 et 16 de la Loi du 1^{er} avril 2003 relative à la mise en œuvre de l'accord interprofessionnel pour la période 2003-2004 (Moniteur belge 16 mai 2003), complétés par les articles 75 et 76 de la Loi Programme du 8 avril 2003 (Moniteur belge 17 avril 2003), le paiement de l'indemnité complémentaire en matière de prépension sera maintenu en cas de reprise du travail par l'ouvrier.

Art. 12.

Sous les mêmes conditions que celles prévues par l'article 11, le Fonds prend à sa charge l'application de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du Travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975:

- pour les ouvriers âgés d'au moins 57 ans au moment du départ en prépension;
- pour les ouvriers âgés d'au moins 55 ans au moment du départ en prépension dans une entreprise reconnue comme étant en difficulté ou en restructuration.

Conditions:

- au moment de la conclusion de l'accord d'entreprise l'employeur en fera parvenir copie au Fonds;
- à l'âge de la prépension, l'ouvrier aura 55 ans minimum.

E. Indemnité complémentaire de maladie.

Art. 13.

§ 1. Les ouvriers visés à l'article 5 ont droit à charge du Fonds, après soixante jours au moins d'incapacité de travail ininterrompue pour cause de maladie ou d'accident, à l'exclusion de l'incapacité de travail pour cause de maladie professionnelle ou d'accident de travail, à une allocation complémentaire aux indemnités de l'assurance maladie-invalidité dans la mesure où ils remplissent les conditions suivantes:

- bénéficiaire de l'indemnité d'incapacité primaire de l'assurance maladie-invalidité en application de la législation en la matière;
- au moment où se déclare l'incapacité, être en service d'un employeur visé à l'article 5.

§ 2. Le montant forfaitaire de l'indemnité visée à l'article 13 § 1 est fixé comme suit pour le travailleur occupé à temps plein:

- € 54,75 après les soixante premiers jours d'incapacité ininterrompue;
- € 74,50 en plus après les 120 premiers jours d'incapacité ininterrompue;
- € 96,75 en plus après les 180 premiers jours d'incapacité ininterrompue;
- € 96,75 en plus après les 240 premiers jours d'incapacité ininterrompue;
- € 96,75 en plus après les 300 premiers jours d'incapacité ininterrompue;
- € 96,75 en plus après les 365 premiers jours d'incapacité ininterrompue.

L'application des dispositions qui précèdent peut seulement donner lieu à l'octroi d'une indemnité globale de € 516,25 et ce pendant une année civile.

Le conseil d'administration fixe le montant qui est attribué au travailleur occupé à temps partiel.

§ 3. Quelle que soit sa durée, une incapacité de travail peut seulement donner lieu à l'octroi d'une seule série d'allocations. La rechute est considérée comme faisant partie intégrale de l'incapacité précédente si elle survient dans les douze premiers jours civils suivant la fin de cette période d'incapacité.

F. Indemnité complémentaire pour malades âgés.

Art. 14.

Les ouvriers visés à l'article 5 qui se trouvent dans une situation d'incapacité de travail permanente pour cause de maladie ou d'accident, à l'exclusion de l'incapacité due à une maladie professionnelle ou un accident du travail, ont à charge du Fonds et jusqu'à l'âge de la pension légale droit aux indemnités prévues à l'article 10 aux conditions suivantes:

- avoir comme ouvrier au moins 56 ans le premier jour de l'incapacité;
- au moment où l'incapacité se produit, être employé par un employeur précisé sous l'article 5;
- bénéficiaire journallement d'allocations de l'assurance maladie invalidité;
- observer une période de carence de 30 jours calendrier à compter du premier jour de l'incapacité.

G. Indemnité sociale complémentaire.

Art. 15.

Les ouvriers visés à l'article 5 qui, depuis au moins un an sont membres d'une des organisations de travailleurs interprofessionnelles représentatives qui sont fédérées sur le plan national, ont droit, à charge du Fonds, à une allocation sociale complémentaire pour autant qu'au 1^{er} octobre de l'année en cours ils soient inscrits dans le registre du personnel d'un employeur visé au même article.

Art. 16.

Le montant de l'allocation visée à l'article 15 est fixé annuellement par le conseil d'administration.

CHAPITRE IV. - Stimuler la formation et l'information des employeurs.

Art. 17.

Le Fonds paie à l'organisation représentative patronale, la Fédération des entreprises de récupération de métaux ferreux et non-ferreux asbl, une intervention dans les frais d'information patronale.

Cette intervention s'élève à 0,15 % des salaires bruts des ouvriers.

CHAPITRE V. - Encouragement de la formation syndicale.

Art. 18.

Le Fonds rembourse aux employeurs qui en ont fait l'avance et à leur demande, les salaires (majorés des charges) payés aux ouvriers qui se sont absentés en application de la convention collective de travail du 28 février 1974, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises de valorisation de matières premières de récupération, concernant la formation syndicale des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de valorisation des métaux de récupération rendue obligatoire par arrêté royal du 20 septembre 1974 (Moniteur belge 30 octobre 1974).

CHAPITRE VI. - Financement du fonctionnement et des initiatives de l'asbl "Educam".

Art. 19.

Le Fonds finance le fonctionnement et les initiatives de l'asbl "Educam". La contribution financière annuelle du Fonds est déterminée par le conseil d'administration.

L'asbl "Educam" organise suite sur ordre et en coopération avec les commissions paritaires, les sous-commissions paritaires et les fonds de sécurité d'existence concernés du secteur pour la récupération de métaux, la formation professionnelle des ouvriers, comme décrit dans les statuts de l'asbl "Educam" et conformément aux décisions prises par les instances dirigeantes de cette asbl concernant les membres fondateurs et les membres adhérents.

CHAPITRE VII - Dispositions communes.

Art. 20.

Chaque mois les employeurs versent l'allocation visée à l'article 18(formation syndicale) directement à leurs ouvriers lors de la première paie suivant le mois au cours duquel les ouvriers ont droit à cette allocation. Les employeurs peuvent en obtenir le remboursement auprès du Fonds suivant les modalités fixées par le conseil d'administration.

Les indemnités fixées par les articles 6 jusqu'à 14 sont payées directement par le Fonds conformément aux modalités fixées par le conseil d'administration.

L'indemnité visée à l'article 15 est payée par les organisations de travailleurs interprofessionnelles représentatives qui sont fédérées sur le plan national.

Les demandes de remboursement des indemnités complémentaires sont à introduire auprès du secrétariat du Fonds social dans un délai d'un an.

Art. 21.

Le conseil d'administration détermine la date et les modalités de paiement des allocations accordées par le Fonds. En aucun cas le paiement des allocations ne peut dépendre du versement des cotisations dues par l'employeur assujetti au Fonds.

Art. 22.

Les conditions d'octroi des allocations accordées par le Fonds, de même que le montant de celles-ci, peuvent être modifiés sur proposition du conseil d'administration, par convention collective de travail conclue au sein de la Sous-commission paritaire de récupération de métaux, rendue obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE VIII. - Gestion du Fonds.

Art. 23.

Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

Ce conseil est composé de seize membres, soit huit représentants des employeurs et huit représentants des travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux sur proposition des organisations représentées.

Art. 24.

Chaque année, le conseil d'administration désigne parmi ses membres, un président et trois vice-présidents.

Une alternance pour la présidence et la première vice-présidence est assurée entre les délégués des employeurs et des travailleurs.

La catégorie à laquelle appartient le président est, pour la première fois, désignée par tirage au sort.

Le deuxième vice-président appartient au groupe des travailleurs et le troisième au groupe des employeurs.

Art. 25.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président avec un préavis de quinze jours. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois chaque semestre et chaque fois que l'exigent deux membres au moins du conseil.

La convocation mentionne l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par le président de la séance.

Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou deux administrateurs.

Lorsqu'il y a lieu de procéder à un vote, un nombre égal de membres de chaque délégation doit prendre part au vote. Si le nombre est inégal, le ou les membres les moins âgés s'abstiennent.

Le conseil ne peut décider valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs et d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des employeurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votants.

Art. 26.

Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires pour son bon fonctionnement. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction du Fonds.

Le conseil d'administration agit en justice au nom du Fonds à la poursuite et à la diligence du président ou d'un administrateur délégué à cette fin.

Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le conseil a donné des délégations spéciales,

les signatures conjointes de quatre administrateurs (deux du côté des travailleurs et deux du côté des employeurs) sont obligatoires.

La responsabilité des administrateurs se limite à l'exécution de leur mandat et ils ne contractent aucune obligation personnelle relative à leur gestion vis-à-vis des engagements du Fonds.

CHAPITRE IX. - Financement du Fonds.

Art.27.

Pour assurer le financement des avantages prévus à l'article 18, le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs.

Art.28.

La perception et le recouvrement des cotisations sont assurés par l'Office national de sécurité sociale, en application de l'article 7 de la Loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Art.29.

§ 1. La cotisation des employeurs est fixée à 0,50 % des salaires bruts des ouvriers.

A partir du 1^{er} juillet 2001 la cotisation des employeurs est fixée à 0,75 % des salaires bruts des ouvriers.

A partir du 1^{er} octobre 2001 la cotisation des employeurs est fixée à 0,85 % des salaires bruts des ouvriers.

§ 2. Sur les 0,50 % versés par l'Office national de sécurité sociale au Fonds, il est préalablement déduit les frais fixés par le conseil d'administration. Le solde est réparti à raison d'un tiers pour les allocations visées à l'article 20, alinéa 1^{er} et 2, et de deux tiers pour les allocations visées à l'article 20, alinéa 3.

Art. 30.

Une cotisation exceptionnelle peut être fixée par le conseil d'administration du Fonds qui en fixe également la manière de perception et de répartition. Cette cotisation doit faire l'objet d'une convention collective de travail séparée, rendue obligatoire par arrêté royal.

41

CHAPITRE X. - Budget, comptes.

Art.31.

L'exercice prend cours le 1er janvier et se clôture le 31 décembre.

Art.32.

Chaque année, au plus tard pendant le mois de décembre, un budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux.

Art.33.

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre.

Le conseil d'administration ainsi que le réviseur ou expert comptable, désignés par la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue. Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux pendant le mois de juin au plus tard.

CHAPITRE XL - Dissolution, liquidation.

Art. 34.

Le Fonds ne peut être dissout que par décision unanime de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux.

Celle-ci doit nommer en même temps les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et leur rémunération et définir la destination de l'actif du Fonds.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN METALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2003

WIJZIGING EN COÖRDEVATIE VAN DE STATUTEN VAN HET SOCIAAL FONDS

In uitvoering van artikel 4 van het nationaal akkoord 2003-2004 van 15 mei 2003.

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen.

Onder werklieden wordt verstaan de werklieden en werksters, tenzij anders bepaald.

Art. 2.

De statuten van het "Sociaal Fonds voor de ondernemingen voor de terugwinning van metalen" zijn vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1979, gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid van de ondernemingen voor terugwinning van metalen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 30 september 1980. (Belgisch Staatsblad 1 november 1980).

De statuten van het Sociaal Fonds voor de onderneming voor de terugwinning van de metalen worden gecoördineerd en hierna vastgelegd als volgt.

Art. 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2003 en wordt gesloten voor een onbepaalde tijd. Zij kan worden opgezegd mits een opzegging van zes maand, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen, ingaande op de eerste dag van het burgerlijk kwartaal dat volgt op de opzegging.

Art. 4.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 16 april 2002 geregistreerd op 15 juli 2002 onder het nummer 63.365/CO/142.01 wordt opgeheven.

STATUTEN

HOOFDSTUK I. - Benaming, zetel, doel, duur.

Artikel 1.

Met ingang van 1 januari 1980 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht genaamd "Sociaal Fonds voor de ondernemingen voor de terugwinning van Metalen", verder het Fonds genoemd.

Art.2.

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Komediëntenstraat 16/22 bus 7. Hij kan bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen, naar elke andere plaats in België worden overgebracht.

Art.3.

Het Fonds heeft tot doel te regelen en te verzekeren:

1. de inning en de invordering van de bijdragen ten laste van de in artikel 5 bedoelde werkgevers;
2. de toekenning en de uitkering van aanvullende sociale voordelen;
3. de syndicale vorming van de werklieden;
4. een deel van de werking en sommige initiatieven van de vzw Educam te financieren volgens door de raad van bestuur vastgestelde regels;
5. de betaling van een tussenkomst in de patronale informatiekosten;
6. de uitreiking van tewerstellingsattesten;
7. ten laste nemen van bijzondere bijdragen.

Art. 4.

Het Fonds wordt voor onbepaalde duur opgericht.

HOOFDSTUK II. - Toepassingsgebied.

Art.5.

Deze statuten zijn van toepassing op:

- a) de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen;
- b) de werklieden die zij tewerkstellen.

Onder werklieden wordt verstaan de werklieden en werksters.

HOOFDSTUK III. - Rechthebbenden en modaliteiten van toekenning en uitkering.

A. Aanvullende werkloosheidsvergoeding bij tijdelijke werkloosheid.

Art. 6.

De bij artikel 5 bedoelde werklieden hebben voor elke werkloosheidsdag voorzien in artikelen 50 en 51 van de Wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (schorsing wegens slecht weder en schorsing omwille van economische redenen) recht ten laste van het Fonds, op de bij artikel 10 van deze statuten vastgestelde uitkering, met een maximum van 150 dagen per kalenderjaar, voor zover ze volgende voorwaarden vervullen:

- de werkloosheidsuitkeringen bij toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering genieten;
- op het ogenblik van de werkloosheid in dienst van de werkgever zijn;
- een anciënniteit van ten minste 15 dagen hebben in het bedrijf.

Art. 7.

Schoolverlaters die nog geen recht hebben op werkloosheidsvergoedingen in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering, hebben recht op de aanvullende werkloosheidsvergoeding van € 5,00 bij tijdelijke werkloosheid omwille van sluiting van de onderneming wegens jaarlijkse vakantie of tijdelijke werkloosheid omwille van economische redenen, conform artikel 28, 1° en artikel 51 van de Wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

B. Aanvullende werkloosheidsvergoeding bij volledige werkloosheid.

Art. 8.

De bij artikel 5 bedoelde werklieden die minder dan 57 jaar oud zijn hebben recht, ten laste van het Fonds voor elke volledige werkloosheidsdag, en dit vanaf de eerste dag van werkloosheid op de bij artikel 10 voorziene uitkering, met een maximum van 150 dagen per kalenderjaar, voor zover zij volgende voorwaarden vervullen:

- werkloosheidsuitkeringen genieten in toepassing van de wetgeving op de werkloosheidsverzekering;
- door een bij artikel 5 bedoelde werkgever ontslagen geweest zijn;
- een anciënniteit van ten minste drie jaar hebben in de sectoren behorende tot het Paritair Comité voor de ondernemingen waar teruggewonnen grondstoffen opnieuw ter waarde worden gebracht (PC 142).

C. Aanvullende vergoeding voor oudere werklozen.

Art. 9.

De bij artikel 5 bedoelde werklieden die **minstens** 56 jaar oud zijn en die niet vallen onder het régime van het conventioneel **brugpensioen** hebben recht, ten **laste** van het Fonds, voor **elke** volledige werkloosheidsdag, en dit vanaf de eerste werkloosheidsdag, op de bij artikel 10 van deze statuten vastgestelde uitkering (a rato van 5 uitkeringen per week en dit tot bij het nemen van het wettelijk pensioen).

Art. 10.

Het bedrag van de **aanvullende** werkloosheidsvergoeding wordt vanaf 1 juli 2003 vastgesteld op:

- € 5,00 per uitkering, op basis van de **werkloosheidsreglementering** (6 dagen per week), voor de **voltijds** tewerkgestelde **werknemer**;
- € 2,50 op basis van de **werkloosheidsreglementering** (6 dagen per week), voor de **halftijds** tewerkgestelde werknemer.

D. Aanvullende vergoeding bij brugpensioen na ontslag.

Art. 11.

§ 1. In toepassing van en overeenkomstig:

- de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 1974 gesloten in de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten **gunste** van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, **algemeen** verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975 (Belgisch Staatsblad 31 januari 1975);
- de bestaande collectieve **arbeidsovereenkomsten** inzake brugpensioen, gesloten in het Paritair Subcomité voor de **terugwinning** van metalen

neemt het Fonds voor **bestaanszekerheid** de **helft** van het verschil tussen het netto referenteloon en de werkloosheidsuitkering te zijnen laste.

Deze vergoeding wordt berekend op het ogenblik van de op **brugpensioenstellingen** blijft ongewijzigd onder voorbehoud van het feit dat zij gebonden is aan de evolutie van het indexcijfer volgens de modaliteiten van toepassing op het **vlak** van werkloosheidsuitkeringen overeenkomstig de bepalingen van de Wet van 2 augustus 1971.

Bovendien wordt het bedrag van deze vergoeding **elkjaar** op 1 januari herzien door de Nationale Arbeidsraad in **functie** van de conventionele evolutie van de **lonen**.

Voormelde bepalingen zijn van toepassing voor zover werklieden een **anciënniteit** van 3 jaar in de sector behorende **tot** het Paritair Comité 142 **kunnen** aantonen.

- § 2. De dagelijkse uitkering voor volledige werkloosheid voorzien bij artikel 10 van de statuten wordt in **aanmerking** genomen voor de berekening van de bij § 1 van dit artikel bedoelde **aanvullende vergoeding**.
- § 3. De betaling van de hoofdelijke bijdrage aan de **Rijksdienst voor arbeidsvoorziening**, zoals voorzien in de Wet van 29 december 1990 en aan de **Rijksdienst voor pensioenen**, zoals voorzien in de **Programmawet van 22 januari 1989** wordt verzekerd door het Fonds.
- § 4. In uitvoering van artikel 15 en artikel 16 van de Wet van 1 april 2003 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de période 2003 - 2004 (Belgisch Staatsblad 16 mei 2003), **aangevuld** door artikel 75 en artikel 76 van Programmawet van 8 april 2003 (Belgisch Staatsblad 17 april 2003) wordt de aanvullende vergoeding **brugpensioen** verder uitbetaald in **geval van werkhervatting** door de werkmán.

Art. 12.

Onder dezelfde voorwaarden als deze voorzien bij artikel 11 neemt het Fonds de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten **gunste** van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend **verklaard** bij koninklijk besluit van 16 januari 1975, op zich:

- voor de werklíeden die **minstens 57 jaar** oud waren op het ogenblik van het ingaan van het brugpensioen;
- voor de werklíeden die **minstens 55 jaar** oud waren op het ogenblik van het ingaan van het brugpensioen in een **onderneming** erkend als zijnde in **moeilijkheden** of in **herstructurering**.

Voorwaarden:

- de werkgever heeft op het ogenblik van het sluiten van het **ondernemingsakkoord** hiervan een kopie gestuurd aan het Fonds;
- de werkmán is op het ogenblik van het brugpensioen minimum 55 jaar.

E. Aanvullende ziektevergoeding.

Art. 13.

- § 1. De bij artikel 5 bedoelde werklíeden hebben na ten **minste zestig** dagen ononderbroken **arbeidsongeschiktheid** ten gevolge van **ziekte** of ongeval, met uitsluiting van de **arbeidsongeschiktheid** ten gevolge van beroepsziekte of arbeidsongeval, recht, ten **laste** van het Fonds, op een uitkering tot **aanvulling** van de uitkeringen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor zover zij volgende voorwaarden vervullen:
 - de **primaire ongeschiktheidsuitkering** van de ziekte- en invaliditeitsverzekering genieten bij toepassing van de wetgeving terzake;
 - op het ogenblik waarop de ongeschiktheid zich voordoet, in dienst zijn van een in artikel 5 bedoelde werkgever.
- § 2. Het **forfaitair** bedrag van de bij artikel 13 § 1 bedoelde uitkering wordt **als volgt** vastgesteld voor de voltíjds tewerkgestelde werknemer:

- 4
- € 54,75 na de eerste zestig dagen ononderbroken **ongeschiktheid**;
 - € 74,50 meer na de eerste 120 dagen ononderbroken ongeschiktheid;
 - € 96,75 meer na de eerste 180 dagen ononderbroken ongeschiktheid;
 - € 96,75 meer na de eerste 240 dagen ononderbroken ongeschiktheid;
 - € 96,75 meer na de eerste 300 ononderbroken ongeschiktheid;
 - € 96,75 meer na de eerste 365 dagen ononderbroken ongeschiktheid.

De toepassing van voorgaande bepalingen kan slechts aanleiding geven tot de toekenning van een globale uitkering van € 516,25 en dit gedurende een kalenderjaar.

De raad van beheer bepaalt het bedrag dat wordt toegekend voor de deeltijds tewerkgestelde werknemer.

§ 3. Welke ook de duur ervan weze, een arbeidsongeschiktheid kan slechts aanleiding geven tot de toekenning van één enkele reeks uitkeringen. Het hervallen in dezelfde ziekte wordt beschouwd als integraal deel uitmakend van de vorige ongeschiktheid, indien zij zich voordoet binnen de eerste twaalf kalenderdagen volgend op het einde van deze periode van ongeschiktheid.

F. Aanvullende vergoeding voor oudere zieken.

Art. 14.

De in artikel 5 bedoelde werklieden die in een toestand verkeren van blijvende arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval, met uitsluiting van arbeidsongeschiktheid wegens beroepsziekte of arbeidsongeval, hebben recht ten laste van het Fonds op de bij artikel 10 voorziene uitkeringen tot het nemen van het wettelijk pensioen en dit onder de volgende voorwaarden:

- ten minste 56 jaar oud zijn voor de werklieden op de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid;
- op het ogenblik waarop de ongeschiktheid zich voordoet, in dienst zijn van een in artikel 5 bedoelde werkgever.
- dagelijkse uitkeringen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering genieten;
- een carenzijd van 30 kalenderdagen hebben vervuld, ingaande op de eerste dag van de ongeschiktheid.

G. Aanvullende sociale vergoeding.

Art. 15.

De bij artikel 5 bedoelde werklieden, die sedert ten minste een jaar lid zijn van een van de representatieve interprofessionele organisaties welke op nationaal niveau verbonden zijn, hebben recht, ten laste van het Fonds op een aanvullende sociale uitkering voor zover zij op 1 oktober van het lopende jaar ingeschreven zijn in het personeelsregister van de bij hetzelfde artikel bedoelde werkgevers.

Art. 16.

9

Het bedrag van de bij artikel 15 bedoelde uitkering wordt jaarlijks door de raad van beheer vastgesteld.

HOOFDSTUK IV. - Stimuleren van vorming en informatie van de werkgevers.

Art. 17.

Het Fonds betaalt aan de representatieve werkgeversorganisatie, het verbond der Ondernemingen voor Recuperatie van Ferro- en Non Ferrometalen vzw, een tussenkomst in de patronale informatiekosten.

Deze tussenkomst bedraagt 0,15 % van de brutolonen van de werklieden.

HOOFDSTUK V. - Bevorderen van de syndicale vorming.

Art. 18.

Het Fonds betaalt aan de werkgevers die het voorschot hebben verleend en op hun verzoek de lonen terug (verhoogd met de lasten), uitgekeerd aan de werklieden die afwezig waren in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 1974, gesloten in het Paritair Comité voor de ondernemingen waar teruggewonnen grondstoffen opnieuw ter waarde worden gebracht, betreffende de syndicale vorming van de werklieden en werksters, tewerkgesteld in de ondernemingen waar teruggewonnen metalen opnieuw ter waarde worden gebracht, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 20 september 1974 (Belgisch Staatsblad 30 oktober 1974).

HOOFDSTUK VI. - Financiering van de werking en de initiatieven van de vzw "Educam".

Art. 19.

Het Fonds financiert de werking en de initiatieven van de vzw "Educam". De jaarlijkse financiële bijdrage van het Fonds wordt door de raad van bestuur bepaald.

De vzw "Educam" organiseert, in opdracht en in coöperatie met de betrokken paritaire comités en subcomités en de betrokken fondsen voor bestaanszekerheid van de sector van de terugwinning van metalen, de beroepsopleiding en de vorming voor de werklieden zoals omschreven in de statuten van de vzw "Educam" en volgens de beslissingen genomen door de bestuursinstanties van deze vzw inzake de stichtende en toegetroden leden.

HOOFDSTUK VII. - Gemeenschappelijke bepalingen.

Art. 20.

De uitkering waarvan sprake in artikel 18 (syndicale vorming), wordt rechtstreeks door de werkgevers aan hun werklieden betaald per maand en bij de eerste loonsuitbetaling volgende op de maand in de loop waarvan zij op deze uitkeringen recht hebben. De werkgevers kunnen de terugbetaling ervan bekomen bij het Fonds overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de raad van beheer.

De uitkeringen vastgesteld bij de artikelen 6 tot en met 14 worden rechtstreeks door het Fonds betaald overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de raad van beheer.

De in artikel 15 bedoelde uitkering wordt betaald door de interprofessionele representatieve werknemersorganisaties welke op nationaal niveau verbonden zijn.

De aanvragen voor de terugbetaling van de aanvullende uitkeringen moeten bij het secretariaat van het Sociaal Fonds worden ingediend binnen een termijn van één jaar.

Art. 21.

De raad van beheer bepaalt de datum en de modaliteiten van betaling van de door het Fonds toegekende uitkeringen. In geen geval mag de betaling van de uitkeringen afhankelijk zijn van de storting der bijdragen welke door de aan het Fonds onderworpen werkgever verschuldigd zijn.

Art. 22.

De voorwaarden van toekenning van de uitkeringen welke door het Fonds worden verleend, evenals het bedrag daarvan, kunnen gewijzigd worden op voorstel van de raad van beheer bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK VIII. - Beheer van het Fonds.

Art. 23.

Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de meest representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties.

Deze raad bestaat uit zestien leden, hetzij acht vertegenwoordigers van de werkgevers en acht vertegenwoordigers van de werknemers.

De leden van de raad van beheer worden door het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen benoemd op voorstel van de vertegenwoordigde organisaties.

Art. 24.

Elk jaar duidt de raad van beheer onder zijn leden een voorzitter en drie ondervoorzitters aan.

Het voorzitterschap en het eerste-ondervoorzitterschap wordt beurtelings door de werkgevers- en de werknemersafgevaardigden waargenomen.

4

De categorie waartoe de voorzitter behoort wordt, voor de eerste maal, door loting aangeduid.

De tweede ondervoorzitter behoort tot de werknemersgroep en de derde tot de werkgeversgroep.

Art. 25.

De raad van beheer wordt door zijn voorzitter vijftiendagen vooraf bijeengeroepen. De voorzitter is ertoe gehouden de raad ten minste eenmaal per semester bijeen te roepen en telkens wanneer ten minste twee leden van de raad erom verzoeken.

De uitnodiging vermeldt de agenda.

De notulen worden door de door de raad van beheer aangeduide secretaris opgesteld en door de voorzitter van de vergadering ondertekend.

De uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter of twee beheerders ondertekend.

Wanneer tot de stemming moet overgegaan worden, dient een gelijk aantal leden van elke afvaardiging aan de stemming deel te nemen. Is het aantal ongelijk, dan onthoudt (onthouden) zich het jongste lid (jongste leden).

De raad kan slechts geldig beslissen over de op de agenda gestelde kwesties in aanwezigheid van ten minste de helft van de leden die tot de werknemersafvaardigingen ten minste de helft van de leden die tot de werkgeversafvaardiging behoren.

De beslissingen worden met de meerderheid van stemmen genomen.

Art. 26.

De raad van beheer heeft tot taak het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen die voor zijn goede werking zijn vereist. Hij beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden inzake het beheer en de leiding van het Fonds.

De raad van beheer treedt in rechte op in naam van het Fonds, op vervolging en ten verzoeken van de voorzitter of van een tot dat doel afgevaardigde beheerder.

De raad van beheer kan bijzondere bevoegdheden overdragen aan één of meer van zijn leden of zelfs aan derden.

Voor al de andere handelingen dan deze waarvoor de raad speciaal volmachten heeft verleend, zijn de gezamenlijke handtekeningen van vier beheerders (twee van werknemerszijde en twee van werkgeverszijde) vereist.

De verantwoordelijkheid van de beheerders beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verbintenis aan betreffende hun beheer ten opzichte van de verplichtingen van het Fonds.

HOOFDSTUK IX. - Financiering van het Fonds.

Art. 27.

Om de financiering van de in artikel 18 bedoelde voordelen te verzekeren, beschikt het Fonds over de bijdragen welke door de werkgevers verschuldigd zijn.

Art. 28.

De inning en de invordering van de bijdragen worden door de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid verzekerd bij toepassing van artikel 7 van de Wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

Art. 29.

§ 1. De bijdrage van de werkgevers wordt op 0,50 % van de brutolonen van de werklieden bepaald.

Vanaf 1 juli 2001 wordt de bijdrage van de werkgevers op 0,75 % van de brutolonen van de werklieden bepaald.

Vanaf 1 oktober 2001 wordt de bijdrage van de werkgevers op 0,85 % van de brutolonen van de werklieden bepaald.

§ 2. Op 0,50 % door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan het Fonds gestorte som worden vooraf de door de raad van beheer vastgestelde kosten afgetrokken. Het saldo wordt verdeeld a rato van één derde voor de in het artikel 20, alinea 1 en 2, en twee derden voor de in artikel 20, alinea 3 bedoelde uitkering.

Art. 30.

Een buitengewone bijdrage kan door de raad van beheer worden bepaald, met bepaling van de innings- en verdelingsmodaliteiten. Deze buitengewone bijdrage moet het voorwerp uitmaken van een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst te bekrachtigen bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK X. - Begroting, rekeningen.

Art. 31.

Het dienstjaar vangt aan op 1 januari en sluit op 31 december.

Art. 32.

Elk jaar, uiterlijk gedurende de maand december, wordt een begroting voor het volgende jaar

aan het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 33.

De rekeningen over het afgelopen jaar worden op 31 december afgesloten.

De raad van beheer, evenals de door het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen aangeduide revisor of accountant, maken jaarlijks elk een schriftelijk verslag op betreffende de uitvoering van hun opdracht gedurende het afgelopen jaar. De balans, samen met de hierboven bedoelde schriftelijke jaarverslagen, moeten uiterlijk gedurende de maand juni aan het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen ter goedkeuring worden voorgelegd.

HOOFDSTUK XL - Ontbinding, vereffening.

Art. 34.

Het Fonds kan slechts bij eenparige beslissing van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen worden ontbonden.

Dit laatste dient tegelijkertijd de vereffenaars te benoemen, hun bevoegdheden en hun bezoldiging vast te stellen en de bestemming van de activa van het Fonds te bepalen.